

Concours d'entrée en première année
Langue Etrangère Anglais
Epreuve orale LV2 : ESPAGNOL
Session 2023

RAPPORT SUR L'ÉPREUVE

Pour la session 2023, les documents qui ont été proposés sont les suivants :

- El problema no es el helicóptero (19/05/2023, elpais.com)
- La reivindicación por Canal Roya mide su fuerza en Zaragoza con una manifestación (05/05/2023, elperiodicodearagon.com)
- Cristina Kirchner renuncia definitivamente a ser candidata en Argentina: "No voy a ser mascota del poder (17/05/2023, elpais.com)
- Los insultos a Pepe Mujica en Buenos Aires y el riesgo de naturalizar lo excepcional (19/05/2023, elpais.com)
- La destrucción de Doñana y otros ecocidios (23/04/2023, ctxt.es)
- Las borracheras revolucionarias provocan resacas reaccionarias (18/05/2023, elpais.com)
- Belarra anuncia una reforma del Código Penal para perseguir a empresas 'desokupas' (18/05/2023, elpais.com)
- De 'Alcarrás' hasta 'As Bestas', el peligro de la España rural por el lucrativo negocio de las renovables (06/04/2023, elplural.com)
- Ferrovial: hace tiempo que nos fuimos (05/03/2023, ctxt.es)
- Termina la era de Juan Guaidó sin pena ni gloria (31/12/2022, elperiodico.com)
- El PP no rectifica y mantiene el bloqueo del CGPJ con la excusa de la "esclavitud moral" de Sánchez (28/12/2022, infolibre.es)
- Ayuso insiste en ilegalizar EH Bildu y la dirección de Feijóo lo descarta (18/05/2023, eldiario.es)

Il s'agit de douze articles d'opinion extraits de différents journaux publiés entre décembre 2022 et mai 2023.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

L'épreuve consiste à une présentation orale et un échange prenant appui sur un document écrit ou un enregistrement audio. La durée de l'épreuve est de 30 minutes pour la préparation et de 30 minutes pour la présentation orale et l'échange avec le jury.

Dans une première partie le candidat doit présenter un compte rendu pour que le jury puisse juger l'étendue de la compréhension écrite. Ensuite, le candidat doit, à partir d'une problématique, commenter l'article.

Cette présentation est le moment pour que le candidat lise un extrait du document. Le candidat prendra soin que cette lecture ne soit pas isolée de son discours, mais qu'elle permette d'illustrer ses arguments.

Ensuite, le jury questionne le candidat sur le texte proposé et, principalement, sur les points principaux qui ont guidé son argumentation, le but étant de faciliter la prise de parole et l'échange avec le jury. La durée moyenne des différentes présentations (compte-rendu + commentaire) ne doit pas dépasser les 15 minutes, ce qui est trop long et pénalisant pour le candidat.

D'une façon générale, il est important de signaler aux futurs candidats que le but du jury est de vérifier l'étendue de leurs connaissances de langue espagnole. Il est donc nécessaire d'acquérir un bon niveau de vocabulaire, mais aussi grammaticale, avec une bonne connaissance des prépositions ou des différentes formes verbales (passé, subjonctif, futur, conditionnel). Il faut être attentif quand le jury pose des questions qui incitent à prendre des risques et à complexifier le niveau de langue.

D'un autre côté, l'épreuve cherche aussi à connaître la capacité d'analyse des candidats, ainsi que leur maîtrise d'une méthodologie adaptée, la richesse et la pertinence des arguments avancés. Par rapport aux connaissances de culture générale, le jury ne cherche pas à valider une maîtrise encyclopédique de la culture hispanoaméricaine, mais plutôt à vérifier une utilisation logique de ces éléments de l'histoire et l'actualité des pays susceptibles d'apparaître dans l'épreuve d'espagnole et une utilisation juste en appui des arguments des candidats.

L'aptitude à communiquer et la fluidité du discours sont également des aspects fondamentaux dans une épreuve orale de ce type, que les candidats ne doivent pas négliger.

SESSION 2023

Cette année un total de vingt-trois candidats a été interrogé.

Pour cette session, le jury a été surpris par les problèmes trouvés dans les commentaires de certains candidats. Il est important d'expliquer que le compte rendu n'est pas juste l'explication ligne par ligne et paragraphe par paragraphe du texte. Une telle méthode ne montre pas au jury si les candidats ont bien compris le thème du texte. D'un autre côté, il y a des candidats qui n'ont eu qu'une compréhension partielle, ce qui en générale se voit grâce à l'oubli de développer les éléments de la deuxième moitié du texte.

Aussi, le jury veut rappeler aux candidats qu'il n'est pas attendu de leur part une analyse du discours et de figures rhétoriques, mais une présentation analytique du document.

Par rapport au commentaire, il y a deux erreurs importantes. D'abord, profiter de subterfuges pour partir hors sujet ; deuxièmement, penser qu'il suffit de changer l'ordre des informations du document pour justifier un compte rendu non linéaire.

Si le candidat a bien compris le thème du texte, il ne devrait pas avoir des problèmes à trouver le fil rouge qui guiderait le commentaire et donnerait un sens à cette organisation non linéaire du commentaire.

Les candidats doivent aussi trouver une problématique pertinente. Les choix approximatifs et opportunistes sont rapidement repérés par le jury.

Finalement, les candidats doivent éviter les silences, ainsi que les réponses qui tournent en rond. Les débits hachés et le manque de préparation à l'oral sont aussi des critères que le jury prend bien en compte au moment de la notation.

En ce qui concerne le niveau de langue, il est satisfaisant mais pas assez élevé. Les candidats omettent tout ce qui pose problème : passé, subjonctif, pronoms (il y a même confusion entre « él » et « ello ») ou prépositions, parmi d'autres.

En termes généraux, la variété verbale est assez pauvre. Parmi ceux qui l'utilisent, le jury a trouvé certains candidats qui ne maîtrisent pas la conjugaison ni l'utilisation du passé (« imponió », « accedó », confusion entre « tuvieron » et « tuvo ») ou du subjonctif. Le jury s'est vu aussi

confronté à des erreurs basiques de conjugaison et certaines constructions erronées, telles que « no fueron apoyaban ».

Parmi la liste d'erreurs de base retrouvée, on peut mettre en avant les erreurs avec les chiffres (« diecicinco ») ou les erreurs de concordance (« el palabra », « este lucha », « grupos capitalistas »).

Du côté du lexique, il est intéressant de présenter un échantillon des barbarismes et gallicismes entendus: « violente », « agrevisor a », « fachista », « ausencia », « vulnerable », « recemente », « tardamente », « certitud », « la proceduria », « expresirse », « senso », parmi d'autres. Aussi, il y a des candidats qui ont du mal à faire la différence entre « desde » et « desde hace », « luego » et « lugar », « propósito » et « propuesto ».

Quant aux aspects phonologiques et aux compétences de communication orale, les candidats ont fait preuve d'une prononciation correcte, avec des erreurs ponctuelles de placement d'accent tonique et de prononciation des phonèmes /s/, /r/, /j/, /g/. Attention aux débits trop hésitants ou hachés, preuve d'un manque de travail sur la langue orale.

Rappelons enfin que dans le cadre de la préparation à ce type de concours, une lecture régulière de la presse hispanique et le suivi de l'actualité dans les principaux pays de langue espagnole permet de compléter les apprentissages en classes préparatoires. Par conséquent, on encourage les futurs candidats à continuer d'utiliser tous les moyens à leur disposition pour se tenir informé de cette actualité.

TEXTES

1 - El problema no es el helicóptero

Desde su llegada a la vicepresidencia de Colombia en agosto pasado, Francia Márquez se ha enfrentado violencias de todo tipo, desde las suspicacias con las que se refieren a ella en medios de comunicación y redes sociales hasta intentos de atentados criminales en su contra, pasando por rumores, acusaciones falsas y los frecuentes ataques racistas. Todo esto la mantiene constantemente rindiendo cuentas y explicando hasta la saciedad lo que nadie que haya ocupado su cargo antes ha tenido que explicar.

En uno de los episodios más recientes, la vicepresidenta ha tenido que utilizar sus redes sociales para explicar las razones por las cuales se transporta en un helicóptero del Estado hasta la casa donde ahora vive su familia en Dapa, Valle del Cauca. Y es que cuando se supo del uso de este vehículo, la ola de críticas fue inmediata, en medio de la indignación por el aparente uso de recursos públicos con fines personales, el cuestionamiento de fondo parecía ser: ¿La austera vicepresidenta del cambio viajando en helicóptero hasta su casa? En un video de 23 minutos en su cuenta de Instagram Francia Márquez explica que, tras el hallazgo de una carga explosiva en la vía hacia su antigua casa, en Suárez, Cauca, la recomendación de los equipos de seguridad y del presidente Gustavo Petro fue que se movilizara en helicóptero para salvaguardar su vida e integridad.

Aclaradas las razones se esperaba que el revuelo perdiera fuerza. No, a pesar de sus explicaciones, la prensa y las redes insisten y escarban capciosamente el tema. En entrevista con Vicky Dávila, la vicepresidenta es convocada de nuevo a llover sobre el mojado de sus vuelos en helicóptero. Ante la reiteración su disgusto es notable. “De malas” le contesta a Dávila, y esta frase está siendo usada hasta lo impensable para oxigenar nuevamente el ataque.(...)

Sus detractores ejercen contra ella una violencia política cimentada sobre el robusto pensamiento clasista y racista de nuestro país. El capítulo del helicóptero es uno más dentro de una secuencia de agravios sin fin y exhibe el mismo patrón de polémicas anteriores y futuras —porque, sí, vendrán otras—: señalamiento, aclaración, reparo distractor e insulto racista-clasista. En ejercicio de esa violencia, la vicepresidenta es acusada una y otra vez, pero sale a dar explicaciones o desmentir la acusación; la cosa se aclara. Entonces, afloran el racismo y clasismo detrás de la acusación, ya no es cuestión de qué hizo o dejó de hacer, son sus maneras, su tono de voz, su estética, su peso, su vida personal. (...)

La vicepresidenta, que sabe muy bien en qué aguas navega, no duda en señalar reiteradamente el clasismo y el racismo detrás de las acusaciones. Entonces le lanzan nuevos dardos por “resentida”, por estar “llena de odio en el corazón”, por “polarizar” este país —al parecer, siempre armónico antes de su llegada a la poder—. Otros ataques, menos bélicos pero al servicio de la misma matriz violencia política-clasismo-racismo, toman el tono amable de un consejo para pedirle que se asesore mejor, que no sea tan ruidosa, que sea menos “pintoresca” en su estética, que se muestre agradecida por el “regalo” que le han hecho los colombianos al elegirla, que modere sus formas y mida sus gestos, que se comporte, por fin, como vicepresidente: incolora, muda, protocolaria y sin poder.

A la vicepresidenta le piden que se calle y ella desoye esas peticiones; sabe bien que llegó al poder con una agenda por cumplir. Y, aunque los ataques continuos la han quebrado hasta el llanto, insiste en enseñar que se trata de clasismo y racismo, no como repeticiones de autómatas, sino como recordatorios necesarios de la razón que la llevó a transitar del activismo a la vida institucional: no acomodarse en el poder sino incomodar un sistema de administración y control del poder que siempre se ha asegurado de mantener al margen a quienes son como ella. Un sistema que ha ejercido en su contra también la violencia epistémica, que ha deformado su “Vivir sabroso” para hacer creer que se trata de casas lujosas, vuelos en helicóptero y excentricidades y no de la filosofía de los pueblos del Pacífico, de quienes reconocemos el extraordinario valor de poder permanecer en nuestros territorios con garantías ciudadanas plenas, sin poner el cuerpo ni apostar la vida en acciones tan simples como salir a visitar a nuestros familiares.

YIJHÁN RENTERÍA SALAZAR en elpais.com (19/05/2023)

2 - La reivindicación por Canal Roya mide su fuerza en Zaragoza con una manifestación

"Mañana en Zaragoza. En defensa del Pirineo. Anayet y Canal Roya, espacio natural protegido para siempre". Con este sencillo mensaje y una imagen portando la pancarta con el logo de la vaca y el lema 'Salvemos Canal Roya', Eva Amaral, una de las máximas exponentes de la música contemporánea aragonesa, ha llamado a la participación en la manifestación que recorre este sábado las calles del centro de Zaragoza en contra del proyecto de unión de estaciones de Astún y Formigal. (...)

La oposición social a la unión de las estaciones de esquí de Astún y Formigal medirá este sábado su fuerza en las calles de Zaragoza. Una cita convocada por la Plataforma en Defensa de las Montañas de Aragón hace semanas que pretendía frenar el proyecto y que, finalmente, con la conexión ya descartada, servirá para constatar el rechazo social a una medida que pretendía conectar ambos valles a través de Canal Roya. Un paraje virgen del Pirineo aragonés por el que se han movilizado no solo las organizaciones ecologistas y los partidos de izquierdas (Izquierda Unida, Podemos y Chunta Aragonesista), sino numerosos ciudadanos y célebres personalidades aragonesas que han puesto el grito en el cielo contra un proyecto que pretendía financiarse con fondos europeos para la "sostenibilidad turística". (...)

Mientras, la política aragonesa sigue enredada entre la reasignación de los fondos europeos que ya la Diputación Provincial de Huesca avisó que no destinará a la unión de estaciones y el debate sobre la

protección de Canal Roya. El Partido Popular solo ha logrado el apoyo de Vox en su pretensión de convocar a la Diputación Permanente de las Cortes de Aragón para hacer comparecer al presidente de Aragón, Javier Lambán, sobre la situación de la unión de estaciones.

Como era de esperar por el reparto de fuerzas en el Parlamento aragonés, los populares no han sacado adelante su iniciativa. Su portavoz parlamentaria, Mar Vaquero, ha lamentado que Lambán "solo ha comparecido dos de las 16 veces que lo ha solicitado el PP desde que lo preside Jorge Azcón" y ha denunciado que está "engañando a los aragoneses". Para la portavoz popular, el Gobierno autonómico nunca ha sido partidario del proyecto y ha asegurado que la defensa de la unión de las estaciones de Astún y Formigal forma parte de una "teatralización electoralista" para marcar diferencias entre los cuatro socios de Gobierno. "Lambán ha engañado a los aragoneses y ha organizado un chanchullo y va a alargar hasta el 28 de mayo este asunto para no dar explicaciones", recalcó.

El consejero de Agricultura y Medio Ambiente del Ejecutivo aragonés, Joaquín Olona, ha negado en una entrevista en la Cadena SER tener pendiente la activación del plan de protección de Canal Roya, una petición cursada por quien fuera su director general de Medio Natural, Diego Bayona, de Podemos, justo antes de ser cesado por su inclusión en las listas electorales del próximo 28 de mayo.

El titular de Agricultura ha deslizado que ahora, a las puertas de la campaña electoral, hay intereses electoralistas en abrir el debate de iniciar el Plan de Ordenación de Recursos Naturales (PORN) de Anayet-Partacua. Y ha anunciado que no dará ningún paso mientras no lo reclame "el territorio".

Olona ha defendido que "respecto a la protección (desde el punto de vista ambiental), quien más y mejor tiene que hablar es el propio territorio. Venimos de una tradición, en las últimas décadas, en las que, casi siempre, la protección ha sido una imposición de fuera del territorio. Yo creo que eso es un error", ha manifestado. Estando en elecciones, reiteró el consejero, "trato de seguir la recomendación de Baltasar Gracián, la prudencia". "Después de 17 años de estar el PORN paralizado, ahora aprisa y corriendo, poner en marcha otra cosa... Creo que quienes lo proponen no sé si están pensando mucho en el medio ambiente o en otras cosas", zanjó.

Lo cierto es que sobre su mesa está la petición del director general de Medio Natural desde hace varias semanas. "Ya he puesto formalmente a la firma de consejero Joaquín Olona la orden de inicio para elaborar un nuevo PORN y dar la protección cautelar a este espacio natural que la legislación nos marca", ha defendido Bayona a mediados de abril. Una acción ante la que, según Bayona, "el Gobierno no puede permanecer callado y debe pronunciarse. De lo contrario, incurrimos en irregularidades tanto de la Ley aragonesa de espacios naturales como de las Directivas europeas". Sin embargo, hasta ahora, no se ha producido ninguna activación del plan.

Laura Carnicero en elperiodicodearagon.com (05/05/2023)

3 - Cristina Kirchner renuncia definitivamente a ser candidata en Argentina: "No voy a ser mascota del poder"

Cristina Kirchner no participó este martes del congreso nacional del peronismo, pero volvió a ser el centro de sus discusiones. Mientras cientos de militantes del Partido Justicialista clamaban en un estadio de Buenos Aires porque se presente a las presidenciales de octubre, la vicepresidenta argentina ha ratificado una vez más que no buscará ser candidata. "Ya lo dije el 6 de diciembre del 2022. No voy a ser mascota del poder por ninguna candidatura", ha escrito la expresidenta (2007-2015) en una carta publicada en sus redes sociales. Kirchner, a quien sus militantes le piden desde hace meses que vuelva a encabezar a un peronismo sin otros referentes en las elecciones, ha justificado su decisión achacando un uso político de la Justicia, que en diciembre pasado la condenó a seis años de prisión y la inhabilitó de por vida a ejercer cargos públicos por corrupción.

Kirchner, de 70 años, todavía no está inhabilitada de participar en las elecciones de octubre. La sentencia del juez federal que leyó su condena el pasado 6 de diciembre por supuestas irregularidades en la adjudicación de 51 obras viales en la provincia de Santa Cruz, el bastión patagónico del kirchnerismo, no es firme y le quedan instancias de apelación. Pero la expresidenta alienta desde ese día la teoría de que sus rivales políticos, los medios opositores y los jueces federales quieren impedir que sea candidata para eliminar al peronismo de la carrera electoral. “La condena e inhabilitación en dicha causa tiene una única traducción política y electoral: la proscripción”, ha escrito en la carta dirigida a su militancia. “Como vengo sosteniendo desde hace mucho tiempo, no se trata solo de la proscripción de una persona, sino del peronismo”.

La carta publicada por la vicepresidenta ha sido un nuevo baldazo de agua fría al peronismo gobernante mientras corre contra el reloj. Según la última encuesta del Centro Estratégico Latinoamericano de Geopolítica (CELAG), la ultraderecha encabeza la intención de voto en primera vuelta con un 29,3%, y el 77% de la población evalúa de forma negativa la gestión del actual Gobierno peronista. El presidente, Alberto Fernández, resignó presentarse a la reelección a finales de abril para priorizar que los militantes elijan un candidato en las primarias abiertas, pero la coalición gobernante aún no ha dado señales de definición.

La vicepresidenta ha repetido en las contadas intervenciones públicas desde su condena que no quiere ser candidata, pero gran parte de las esperanzas de la militancia peronista descansaban en que tome las riendas para unir a su partido que, según el estudio de CELAG, mantiene el 26,1% de la intención de voto dividida en al menos seis candidatos. “Debemos ser inteligentes para salir de este laberinto y romper la trampa a la cual nos quieren llevar: que tengamos una candidatura prohibida por el Partido Judicial”, ha advertido la vicepresidenta en su escrito difundido este martes.

La inflación desbocada, que el pasado abril alcanzó el 108,8% interanual, es solo uno de los problemas del Gobierno. El presidente y la vicepresidenta dejaron de hablarse hace casi un año y la gestión del Gobierno ha pasado a depender del ministro de Economía, Sergio Massa, que también encabeza la tercera pata de la coalición gobernante. A pesar de que la inflación ha empezado a encadenar marcas inéditas desde la crisis del corralito en 2001, Massa todavía es una de las cartas fuertes que mantiene el Gobierno para presentarse a las elecciones. Pero no desata pasiones. La inflación mensual ya había roto su propio récord en marzo con un 7,7%, y lo hará seguramente durante mayo, cuando se mida el impacto de la corrida contra el peso que a finales de abril disparó las cotizaciones del dólar en los mercados financieros. El índice no deja de subir desde hace seis meses y las pocas chances de que Massa sea el candidato de la unidad se desvanecen mientras la sombra de los dos dígitos asoma para mayo.

El congreso del Partido Justicialista concluyó con la ratificación de sus autoridades nacionales en una reunión que terminó en anécdota tras la carta de Cristina Kirchner. El renunciamiento de la vicepresidenta, junto al de Alberto Fernández y del expresidente Mauricio Macri, que también renunció a postularse en marzo pasado mientras los referentes de su partido pelean por encabezar su lista, inaugura un panorama inédito en Argentina. Ningún referente de los últimos 20 años peleará por las presidenciales. (...)

4 - Los insultos a Pepe Mujica en Buenos Aires y el riesgo de naturalizar lo excepcional

Tarde de domingo. Buenos Aires. Feria del Libro. Brilla el sol. Ingresó José *Pepe* Mujica al predio. El expresidente uruguayo camina despacio, algo oscilante, algo encorvado. 87 años. Muchos lo reconocen, otros lo saludan con respeto. Viene a presentar *Semillas al viento*. Y unos pocos reaccionan del peor modo.

“¡Fuera, viejo!”, “¡Juira, bicho!”, “¡Mugriento, andá a bañarte!”, “¡La casta tiene miedo!”, le gritan un grupo de adultos, en su mayoría hombres, treinta, cuarenta o cincuenta años más jóvenes que él. Se dicen liberales o libertarios, pero se muestran cargados de intolerancia y fascismo mientras vociferan “¡Viva la libertad, carajo!”, frase tan insólita como contradictoria con la agresión verbal que protagonizan.

Mujica, al que vivencias extremas le sobran, reacciona del modo más inteligente. Los ignora. Sigue su camino, rodeado por allegados y personal de seguridad que se coloca entre él y los energúmenos. Luego sí, ante la consulta de la prensa, el Pepe interpretará con altura lo ocurrido: “Considero que es una crisis de esperanza”.

“Los humanos somos animales utópicos”, abundará. “No hubo ningún momento en 200, 300.000 años de historia en que los grupos humanos no inventaran algo mágico en lo cual creer, que después lo fanatizaron. No tiene vuelta, somos así”.

El incidente, así, excede al incidente en sí. Refleja los niveles de intolerancia que vivimos en la Argentina y en otros países, desde Perú a España. Una intolerancia que a menudo se refleja en las redes antisociales y que en ocasiones se vuelca a las calles. Allí tenemos los ejemplos de las hordas en el Capitolio estadounidense y el Planalto brasileño.

Este incidente refleja, además, un contraste tristísimo con la realidad que viven en la otra orilla del Río de la Plata. Los uruguayos tienen sus muchos problemas –y el Pepe alertó luego sobre los “síntomas de grieta” que percibe en su país-, pero muy lejos de los niveles de confrontación y agresividad de nuestras pampas. Bastará con recordar que Mujica también protagoniza otro libro, fruto de las conversaciones “sin ruido” –tal su subtítulo- que mantuvo con el también expresidente uruguayo, Julio María Sanguinetti. ¿Algo así sería posible en la Argentina? ¿Hay dos mandatarios de signo político opuesto que podrían siquiera compartir un escenario en nuestro país o en otros varios países de América Latina? ¿Qué dice eso sobre nuestras sociedades? ¿Qué expone esa imposibilidad sobre nosotros?

Para peor, Javier Milei, el líder del espacio que abroquela a los energúmenos que insultaron a Pepe Mujica, tampoco repudió lo ocurrido. “No avalo ese tipo de cosas”, dijo, para de inmediato restarle importancia. Eso es “parte del folklore argentino”, dijo, y planteó que los agresores “también se sienten muy agredidos”. ¿Por qué? Porque los calificó como víctimas de un supuesto doble estándar de quienes critican esos episodios, pero toleran o callan cuando otros, ejemplificó, “queman fotos con mi cara en manifestaciones”.

El repudio que no fue tal de Milei ni siquiera escandaliza en la Argentina. Porque en nuestro país –como en otros muchos- vamos naturalizando lo excepcional. Así podemos recordar que intelectuales kirchneristas cuestionaron en 2011 la participación de Mario Vargas Llosa, por entonces ganador del Premio Nobel de Literatura, del mismo modo que un año antes, otros energúmenos irrumpieron en la presentación de un libro que exponía las adulteraciones en las estadísticas oficiales de inflación que impulsaba el gobierno de Cristina Fernández de Kirchner. Y del mismo modo lidiamos con ciertos legisladores y militantes de Juntos por el Cambio que se destacan por su intolerancia y agresividad verbal, sea en el recinto del Congreso o en las redes antisociales.

Todo esto ocurre, para sumarle más patetismo a la ecuación, mientras el panorama económico y social empeora cada día. Seis de cada 10 niños y adolescentes argentinos son pobres y uno de cada tres de ellos come menos que hace un par de años, según el respetado Observatorio de la Deuda Social de la Universidad Católica Argentina (UCA). ¿Y nuestros políticos, mientras tanto? Muchos –no todos-, están mirándose el ombligo, en la antesala de las elecciones primarias de agosto y las generales de octubre por la Presidencia. (...)

Mujica quizá tenga razón cuando, tras la agresión que padeció en la Feria, trazó su diagnóstico sobre nuestros días: “Hay una crisis de esperanza, porque en el piso, en la profundidad de la historia, estamos entrando en una nueva civilización y vamos a sufrir mucho”.

Hugo Alconada Mon en elpais.com (19/05/2023)

5 - La destrucción de Doñana y otros ecocidios

José Manuel Caballero Bonald se inspiró en las marismas de Doñana para describir la mítica Argónida en la que transcurre la acción de *Ágata ojo de gato*. Escribió la novela entre 1970 y 1974, 20 años después* de que Rachel Carson publicase *Primavera Silenciosa* y en las mismas fechas en las que se publicaba el Informe Meadows sobre los límites al crecimiento.

Ha pasado medio siglo desde entonces y la situación de Doñana, lamentablemente, es un buen exponente de lo que el capitalismo globalizado llama modernización y progreso, un proceso acelerado de explotación de territorios y personas para producir, durante un tiempo, dinero.

La intensificación de la agricultura en la zona y la aparición del regadío han convertido el Parque de Doñana en una zona de sacrificio. Doñana se reseca y se exporta en forma de fresas, mientras las jornaleras que trabajan en el sector se organizan y denuncian, a la vez, sus inaceptables condiciones laborales y la forma salvaje en la que se esquilma el territorio.

La pugna por el agua en Doñana no es nueva. Las asociaciones ecologistas y organismos internacionales como UNESCO, Ramsar e IUCN dieron ya hace diez años la voz de alarma. La Unión Europea abrió un procedimiento de infracción contra España y la Junta de Andalucía, gobernada entonces por el PSOE, se vio obligada a hacer como que hacía algo. En diciembre de 2014 se aprobó un Plan Especial de Ordenación de las Zonas de Regadío que trataba de ordenar la expansión de cultivos, sobre todo de la fresa que, además de haberse extendido por Doñana, ocupaba ilegalmente terreno forestal. Los cultivos se regaban con agua subterránea extraída ilegalmente.

El plan no resolvía los problemas de raíz y fue ineficaz para revertir una insostenible ocupación del territorio que ya venía de años. Aun así puso en pie de guerra a los regantes ilegales. Arguyendo que desde 2004 no se legalizaban nuevos regadíos, el lobby de regantes interpuso más de ciento cincuenta recursos pidiendo derechos de agua. En los tribunales, los regantes ilegales nunca obtuvieron una sentencia favorable, así que presionaron para que se cambiase la ley. Moreno Bonilla vio la oportunidad de arañar ahí los miles de votos que necesitaba para llegar al gobierno de Andalucía, así que prometió la futura legalización de los okupas agrarios en el caso de que ganase.

La norma aprobada ahora por el PP y Vox permitirá la recalificación de terrenos cercanos al Parque Nacional de Doñana y supondrá, de facto, que el expolio de las aguas de los acuíferos del parque para la agricultura sea legal. Esta legalización llega en medio de la peor sequía en décadas, sequías que no van a desaparecer, porque la zona está, como toda la península, fuertemente afectada por la dinámica del cambio climático.

La decisión del Partido Popular, que parece haber empezado a recular con el paso de los días, es cortoplacista, criminal e irresponsable. Está en riesgo un espacio emblemático, uno de los lugares más biodiversos de Europa, patrimonio cultural y natural. Y también todos los regadíos, los legales y los ilegales. Se está desencadenando un conflicto ecosocial que puede dejar a toda la comarca sin agua.

Lo que suceda en Doñana tiene una enorme importancia. No es la única zona de nuestro país que está sufriendo presiones similares. También el PSOE intenta retorcer la legislación para impedir

la demolición de la Marina Isla de Valdecañas, el complejo turístico ilegal extremeño que acumula casi un decenio de sentencias en contra. En Aragón, la empresa Aramón, participada por el Gobierno autonómico, quiere destrozarse el valle de Canal Roya para construir una telecabina que una las pistas de esquí—en el cada vez más remoto caso de que hubiera nieve— de Formigal, Astún y Candanchú.

Lamentablemente, detrás de la mayor parte de estos despropósitos están las campañas electorales. Tenemos un problema cuando las elecciones se convierten en un concurso para ver quién se atreve a hacer o prometer la burrada mayor. Frenar el despropósito de Doñana, y el de Valdecañas, y el de Canal Roya es crucial. Los años de conflictos por el agua no han hecho más que empezar, y por más que el ministro Planas quiera estirar cada gotita, el agua da para lo que da. Es urgente abrir debates sociales bien informados y no cometer la irresponsabilidad, cada vez que llegan elecciones, de estimular deseos que solo favorecen a unos cuantos y que de ninguna de las maneras se van a poder cumplir. (...)

Editorial en ctxt.es (23/04/2023)

6 - Las borracheras revolucionarias provocan resacas reaccionarias

Chile eligió el domingo 7 de mayo al órgano que debe redactar una nueva Constitución que sustituya la pinochetista de 1980. Es la segunda vez que se intenta elaborar un texto constitucional, después del final abrupto de la primera tentativa, rechazada en plebiscito en septiembre de 2022.

Esta vez la mayoría del nuevo Consejo Constitucional estará en manos de la extrema derecha del Partido Republicano, que consiguió 3,5 millones de votos, el 35% del total. Se dará la paradoja que un partido que siempre se ha mostrado contrario a hacer una nueva Constitución será el encargado de redactarla. Además de los republicanos, la derecha tradicional ha conseguido el 20% de los votos, lo que da al conjunto de las fuerzas conservadoras la mayoría de bloqueo para impedir que salga adelante cualquier propuesta de la izquierda gobernante, impulsora originaria de la reforma constitucional, que se vio desbordada en el primer intento para dotar al país de una nueva ley fundamental.

Aquel primer episodio fracasado se desarrolló en unas coordenadas claramente revolucionarias. El impulso venía de las protestas ciudadanas del otoño de 2019, las mayores desde que Chile recuperara la democracia 30 años antes. (...)

La composición de la Convención Constitucional era la expresión del rechazo a los partidos y sus métodos y el texto final recogía los principios del programa máximo de la izquierda más dura, con la inclusión de la mayoría de las demandas surgidas de los disturbios de 2019: plurinacionalidad, reconocimiento de los pueblos originarios, de la diversidad de género. Se trataba ciertamente de un texto revolucionario que daba la vuelta completamente al de 1980.

En las elecciones presidenciales de noviembre de 2021 se empezó a fraguar la reacción. El candidato de la extrema derecha, José Antonio Kast, lograba la victoria en la primera vuelta con dos millones de votos. En la segunda y definitiva, Kast resultaba derrotado por el izquierdista Gabriel Boric, pero conseguía 3,6 millones de votos. Algo había pasado. El electorado de la derecha se movía.

Un año más tarde, en septiembre de 2022, sometido a plebiscito, el proyecto constitucional salido de la convención fue rechazado por un contundente 62%, esta vez con una participación del 86%. La derecha había salido en tromba a tumbar el programa revolucionario. La fiesta había terminado y empezaba a tomar cuerpo la contraofensiva conservadora, que se ha materializado de nuevo en la elección del nuevo Consejo Constitucional.

La comparación entre los dos procesos constituyentes no admite dudas. Es evidente la movilización de la derecha, de la “gente de bien” que retoma las calles después de los disturbios, exactamente como ocurrió en París en 1968. Y lo hace después de ver como su inacción propició la toma del poder por los revolucionarios, los alborotadores, los enemigos de la paz social. La revolución ha causado miedo entre las capas medias y altas de la sociedad, un miedo que la extrema derecha ha sabido alentar y vehicular a su favor. La seguridad y la inmigración han sido los temas que han dominado en la campaña. El miedo. Miedo al descontrol, a un Gobierno (el de Boric) débil, a los extremistas. La “gente de bien” ha dicho basta y ha acabado de golpe con la revolución.

Por su parte, la izquierda ha salido de los años revolucionarios dividida y frustrada. La expresión más evidente son los dos millones de votos nulos en esta elección. Para la extrema izquierda, el problema ha sido la vuelta al mando de los partidos tradicionales, que ha desbaratado el intento de transformación radical del país. Para los partidos tradicionales de la izquierda, el problema de la Convención fue que no tuvo en cuenta la correlación de fuerzas del país, que quiso imponer un programa de máximos que acabó dando argumentos a la derecha más radical y movilizándolo a la reacción.

Es el viejo debate de las izquierdas entre el utopismo revolucionario y el gradualismo reformista, pero esta vez en un momento en el que la negociación y el consenso cotizan a la baja frente a un segmento de la izquierda al que le cuesta aceptar los límites de lo que es posible, porque vive instalado en la fantasía de creer que las cosas deben ser posibles por el simple hecho de quererlas. Y exige por ello que el resto se pliegue ante la voluntad legítima del pueblo soberano. ¿El resultado? La derecha será la que defina el futuro de Chile.

Oriol Bartomeus en elpais.com (18/05/2023)

7 - Belarra anuncia una reforma del Código Penal para perseguir a empresas ‘desokupas’

La secretaria general de Podemos y ministra Ione Belarra anunció el miércoles una reforma del Código Penal para perseguir expresamente a las personas y empresas que, “movidos por el ánimo de lucro, hostiguen, acosen, discriminen o intimiden a personas en situación de vulnerabilidad”. La reforma legal, que su grupo parlamentario ha registrado ya este jueves en el Congreso, crearía un nuevo tipo que permitiría la disolución de empresas *desokupas* —dedicadas a intermediar con inquilinos para que abandonen o desalojen una vivienda con prácticas en ocasiones agresivas y de acoso— e impondría penas de hasta cuatro años de prisión a sus miembros. “Las empresas como Desokupa son un problema democrático grave, son el germen de un comando parapolicial y no vamos a permitir que haya gente que se lucre extendiendo el odio al vulnerable, la aporofobia”, defendió Belarra en un acto de campaña para las elecciones autonómicas y municipales en Alicante. “Hay que tomarse muy en serio la existencia de organizaciones como Desokupa, que están en contra de los principios y valores de la Constitución”, ha respondido escuetamente este jueves el ministro de Consumo y coordinador federal de Izquierda Unida, Alberto Garzón, sin posicionarse directamente sobre la iniciativa ya presentada en la Cámara baja por su propio grupo en forma de proposición de ley.

“En una democracia no se puede permitir que haya personas o grupos que actúen al margen de la ley y como grupos parapoliciales extendiendo el odio hacia personas y colectivos vulnerables y que además se lucren y hagan negocio con ello”, ha incidido el coportavoz de Podemos y secretario de la mesa del Congreso, Javier Sánchez Serna, tras el registro. “Con esta reforma, empresas como Desokupa serían declaradas asociaciones ilícitas, como empresa sería disuelta, se eliminaría toda su presencia en internet y sus miembros acabarían en la cárcel”, ha explicado antes de subrayar que este tipo de entidades son un “peligro para la seguridad y un peligro democrático”. En la misma línea y desde un encuentro de la campaña del partido en Ávila, la ministra de Igualdad, Irene Montero ha insistido en que el “Partido Popular y Vox están defendiendo y

apoyando” a estas compañías. “Cuidado con el PP que a lo mejor van a terminar proponiendo ilegalizarse a sí mismos. Nosotras proponemos proteger los derechos humanos, perseguir penalmente a esas empresas que se están lucrando con el odio y la violencia hacia el vulnerable y que podamos vivir en sociedades seguras”, ha recalcado.

Según fuentes de Podemos, el texto subraya la necesidad de una nueva redacción que eleve el reproche penal para los que hacen negocio contra personas en situación de vulnerabilidad, y que conjugue elementos del delito de coacciones y del delito de odio. La formación liderada por Belarra plantea el cambio de los artículos 510, 510 bis y 515 del Código Penal —relacionados con los delitos de odio y asociaciones ilícitas— para penar con multa de seis a doce meses y prisión de uno a cuatro años a “quienes, con ánimo de lucro y para la consecución de sus fines, promuevan, inciten, fomenten o realicen directa o indirectamente actos de hostigamiento, discriminación, acoso, violencia o intimidación contra personas que se encuentren en situación de vulnerabilidad económica o social, aun cuando dicha actuación resulte un mero medio para la consecución de sus fines”. (...)

La actividad de las empresas dedicadas a intermediar con inquilinos para que abandonen o desalojen una vivienda, comúnmente conocidas como empresas “desokupas”, se ha incrementado desde la pandemia. Utilizan el reclamo de la lentitud de la justicia para captar a sus clientes.

Desokupa, la compañía que mencionó la ministra Belarra, ha provocado la intervención de los Mossos d'Esquadra en 28 ocasiones en Cataluña, según un informe policial al que ha tenido acceso EL PAÍS. (...) Esta empresa alentó en las últimas semanas el conflicto de la ocupación en el barrio barcelonés de la Bonanova, que ha entrado de pleno en la campaña municipal en la ciudad y que culminó con dos manifestaciones contrarias en la ciudad, sin disturbios.

El informe policial detalla que la compañía, constituida oficialmente en 2016, se identificaba inicialmente como empresa de seguridad privada y representantes legales de la propiedad, lo que llevó a los Mossos a denunciarles por intrusismo administrativo en el ámbito de la seguridad privada, según fuentes policiales. Posteriormente, pasaron a presentarse como controladores de acceso, desvinculados de la seguridad privada, para acabar en los últimos tiempos erigiéndose en mediadores, abogados o representantes legales de las propiedades para las que actuaban.

P.C. en elpais.es (18/05/2023)

8 - De 'Alcarrás' hasta 'As Bestas', el peligro de la España rural por el lucrativo negocio de las renovables

El silencio que atesora toda sala de cine se asemeja mucho al que se respira en la España rural. Lejos de las prisas y los ruidos constantes de la gran urbe, el campo español vive a otro ritmo. Sin embargo, parece que la paz que caracteriza al campo ha terminado por romperse a causa de los fondos buitres interesados en adquirir parcelas para invertir en el lucrativo negocio de las renovables, tan en boga a causa de la guerra de Ucrania. Un hecho del que el cine, como herramienta artística, no ha tardado en trasladar a la gran pantalla, ejemplo claro el de dos filmes muy premiados ‘Alcarrás’ y ‘As Bestas’ - premiada en los pasados Goya-.

Tanto Carla Simón como Rodrigo Sorogoyen han sabido plasmar la sangrante situación por la que pasan muchos agricultores y ganaderos españoles. Consignas como “el solar sí, pero no así”, “eólicos aquí non” o “el capital nos echa del rural” lleva tiempo resonando en una España casi vacía que lucha por sobrevivir.

Sin embargo, el problema de fondo radica en dos conceptos fundamentales para la economía española. Por un lado, la acuciante necesidad de impulsar las renovables y apostar por una independencia energética basada en la energía verde impulsada por las crisis de energía derivada de

la guerra de Ucrania. Y por otro lado, la amenaza al medio rural, a la producción alimentaria, al paisaje, a la biodiversidad, a la agricultura e incluso al motor económico de España, el turismo.

Las ‘opas’ de las grandes energéticas han convencido a multitud de pequeños agricultores que, ante semejante oferta, no han podido negarse a vender sus tierras y buscar otro medio de vida. Sin embargo, el agricultor más profesionalizado, el que ha hecho del campo su modo de vida y reconoce en la tierra su principal medio de subsistencia es mucho más reacio a someterse al poder económico de las empresas.

A pesar de las buenas intenciones de la Administración, las metas marcadas por la Ley de Cambio Climático y Transición Energética aprobada en 2021 que persigue el objetivo de que el 74% de la energía del sistema eléctrico se nutra a través de energías renovables, hacen de las turbinas eólicas y las placas solares el mejor de los cultivos.

En la actualidad, existen en España más de 62.000 instalaciones fotovoltaicas y 1.300 parques eólicos, una cifra en renovables muy por encima de la media de la Unión Europea pero que sigue sin ser suficiente para alimentar la demanda energética española. Las condiciones de demanda y de gran disponibilidad de viento y sol -2.500 horas al año que hacen de España el país con más sol de Europa- hacen del país un enclave muy codiciado por los inversores que han visto en la necesaria transición energética un interesante filón.

De las 31.367 fincas rústicas registradas en diciembre del 2022, hasta 11.250 cambiaron de manos. La tendencia se repite en los meses anteriores, en noviembre las transacciones de fincas rústicas alcanzaron las 13.926, mientras que en octubre los intercambios se contaron por 11.587, de acuerdo con los datos publicados por el Instituto Nacional de Estadística (INE).

Unos datos que no responden al azar en absoluto -quizá si al libre mercado- atendiendo a los datos, las operaciones con terrenos agrícolas se han disparado durante los dos últimos ejercicios, mientras se espera que el 2023 la tendencia continúe. Sin embargo, tras estas cifras no se esconde una apuesta por el mundo rural, o al menos, no por su actividad tradicional. Un cada vez más creciente número de inversores se está lanzando a comprar empresas y terrenos del sector primario dada su rentabilidad y, en parte, para convertir dichos terrenos en un ‘invernadero de energía renovable’.

El debate está en boca de todos, trasladado ahora a la gran pantalla. Galicia no es solo el escenario de la premiada película de Sorogoyen, sino también el epicentro de la cuestión, más aún, meses después de que la Xunta aprobara en dos meses 26 proyectos, la misma cantidad que en los seis años anteriores.

El equilibrio entre la ecología y la crisis energética resulta sumamente precario. El decreto de prórroga de las medidas anticrisis, aprobado el pasado 27 de diciembre, eliminaba el requisito de obtener una Declaración de Impacto Ambiental excepto en las zonas inscritas en la Red Natura 2000 (de protección) y otros espacios protegidos.

Lo que realmente resulta poco verosímil es que Galicia sea el territorio con menor porcentaje de territorio protegido por la Red Natura 2000, más aún teniendo en cuenta la gran biodiversidad con la que cuenta. Es por esa razón por la que algunos parques eólicos proyectados en las laderas de sus montes afectan a zonas de alto valor ecológico como humedales y reservas.

Zonas como la de Sabucedo (Pontevedra) no cuentan con una protección especial, ni tampoco lo hacen las fuentes de agua de las que beben tanto los vecinos como los caballos, y que se podrán ver afectadas por los trabajos de construcción de los parques eléctricos.

Ángel Rueda en elplural.com (06/04/2023)

9 - Ferrovial: hace tiempo que nos fuimos

Las personas que componen el consejo de administración de Ferrovial han anunciado que trasladan su sede social a Países Bajos, pero en realidad hace ya bastante tiempo que se fueron. Ellos y su empresa no se sienten ni forman parte de nuestra comunidad. Solo buscan ampliar su beneficio caiga quien caiga (...).

Pruebas de esta deserción de nuestra comunidad las publica *El País*. Ferrovial solo ha pagado impuestos en tres años de la última década. En los seminarios de la Agencia Tributaria se pone a esta empresa y a la familia que la dirige como paradigma de la ingeniería fiscal y financiera. Desgraciadamente no es un fenómeno aislado, las grandes empresas hace tiempo que desertaron del sostenimiento de lo común. Por ejemplo, los mayores grupos del sector de la construcción, aquellos con una cifra de negocio superior a 500 millones, nunca han pagado más del 2% de sus beneficios en el impuesto de sociedades desde 2016. Y aquellos que ingresan más de 1.000 millones pagan menos del 1%.

Esta actitud gorriona es común a los grandes grupos empresariales en todas las ramas de actividad. Detrás de ello está el hecho de que las multinacionales han escrito las reglas de la globalización a su medida. Consiguieron que los beneficios obtenidos en el extranjero quedaran exentos cuando los repatriaban (en España lo están al 95%), a pesar del desempleo que generaron con la deslocalización de su producción y las deducciones que se aplicaron en el impuesto sobre sociedades para financiar la internacionalización. La deserción de las grandes empresas del sostenimiento de lo común debería movilizarlos como comunidad porque el algoritmo que las guía es insaciable y ya no tiene suficiente con que asumamos que no van a contribuir. Ahora, frente a la *reglobalización*, desde la Comisión Europea se lanza el mensaje de que hay que subvencionar a las grandes empresas para que no se vayan a Estados Unidos. Posiblemente terminemos haciéndolo y nada impedirá que se larguen con el riñón forrado de subvenciones, como ha hecho Ferrovial tras los muchos apoyos y negocios que ha hecho a costa de los Presupuestos Generales del Estado español.

Pero, ¿quién nos asegura que desfiscalizar o subvencionar a las grandes corporaciones será suficiente para calmar al algoritmo inhumano de acumulación constante de capital con el que están programadas? A las guaridas fiscales que promueven la competencia tributaria entre países dentro de la Unión Europea (Irlanda, Países Bajos, Luxemburgo, Malta y Chipre) podrían sumarse iniciativas para eliminar el salario mínimo, las indemnizaciones por despido o recortes en las pensiones para aumentar las subvenciones a empresas. Esto no es una hipótesis, son políticas que ha puesto en práctica el Partido Popular en España con la reforma laboral de 2012, que recortó las indemnizaciones por despido y desniveló aún más el poder de negociación en favor de las empresas; o con la reforma de las pensiones de 2013 que recortaba el poder de compra de las pensiones un 30%.(...)

En cualquier caso, no hay mal que por bien no venga. El caso de Ferrovial debe servir como acicate al Gobierno de España para promover cambios cuando presida el Semestre Europeo durante la segunda mitad del año. La nueva gobernanza fiscal europea, por ejemplo, será el marco ideal para avanzar en la armonización de la tributación de las grandes corporaciones en la UE. En este nuevo marco fiscal la Comisión propone establecer techos de gastos en los presupuestos de los Estados. España debería añadir que también se fijen suelos de ingresos, que garanticen una contribución fiscal suficiente y un impuesto mínimo de sociedades común del 15% sobre el beneficio contable para evitar el *dumping fiscal* entre países y la aparición de guaridas fiscales dentro de la Unión. No es de recibo que algunos Estados exijan a otros cuentas públicas saneadas y al mismo tiempo se especialicen en agujerear la base imponible del impuesto de sociedades para atraer empresas de los demás territorios. La mejor manera de superar las curvas que vendrán cuando se termine la fase de respuesta expansiva a la actual crisis y empiece el ajuste en las

cuentas públicas es, precisamente, disponer de una estructura tributaria sólida donde las grandes empresas no puedan quedar fuera del esfuerzo colectivo.

La devolución de las ayudas públicas recibidas y los impuestos de salida deben servir como cierre de la política de normalización de la contribución de las grandes corporaciones al sostenimiento de lo común. (...)

Carlos Martín Urriza en ctxt.es (05/03/2023)

10 - Ayuso insiste en ilegalizar EH Bildu y la dirección de Feijóo lo descarta

La banda terrorista ETA se disolvió hace cinco años y dejó la lucha armada hace doce, pero la presidenta de la Comunidad de Madrid y candidata del PP a la reelección, Isabel Díaz Ayuso, ha sostenido este jueves que “ETA está viva”. “Bildu no son los herederos de ETA” sino que “es ETA”, ha insistido la dirigente regional, una afirmación que contradice a la posición del Partido Popular que lidera Alberto Núñez Feijóo. Ayuso ha ido más allá al contradecir en público a la dirección nacional y reclamar este mismo jueves en público que se inste la ilegalización de la coalición vasca. El miércoles fuentes próximas a Feijóo negaron esta opción, y hoy lo ha reiterado la secretaria general, Cuca Gamarra.

“Creo que se puede revisar y deberíamos intentarlo”, ha afirmado Ayuso en un desayuno informativo organizado por Europa Press este jueves. Ayer mismo, fuentes de la dirección del PP calificaron de “brindis al sol” esta opción que hasta ahora había planteado Vox. La presidenta de Madrid se suma así a la posición de la ultraderecha, pese a que ella mismo reconoció el pasado lunes que desconoce el procedimiento, la “persona jurídica” que puede hacerlo, ni si el “ordenamiento jurídico y constitucional” lo “permite o no”.

La presidenta madrileña ha justificado promover esa ilegalización alegando que esa formación “ha ido mutando con diferentes collares a lo largo del tiempo”. “Viendo la ley de Partidos”, ha defendido, el artículo 11 permite “instar al Congreso y al Senado” mediante votación para instar al Gobierno, que “no se puede negar”, a que inicie los trámites en la sala competente del Tribunal Supremo.

Pero la dirección de Feijóo tiene claro que no hay motivos para la ilegalización con el actual entramado jurídico. Así lo ha explicitado este jueves la secretaria general, Cuca Gamarra, en una rueda de prensa en el Congreso en la que ha afirmado que “los servicios jurídicos” del PP han descartado la opción de que se pueda ilegalizar a EH Bildu.

Gamarra ha intentado, sin éxito, evitar la confrontación con Ayuso. La secretaria general ha apuntado que el PP está analizando “la posibilidad de reformas que lleven a la inelegibilidad” de exterroristas de ETA, algo que ya avanzaron el miércoles desde la dirección nacional de Feijóo. La idea es reformar la ley electoral para impedir la presencia de exetarras.

Repreguntada, Gamarra ha reiterado que “las consultas” a los equipos jurídicos del PP “dicen que no se puede”, y ha conminado al Gobierno a que haga lo propio con la Abogacía del Estado, después de que tanto la Fiscalía de la Audiencia Nacional y la Fiscalía General hayan dicho ya que Eh Bildu no incumple la ley con sus candidaturas.(...)

La ilegalización de un partido político compete a una sala especial del Tribunal Supremo pero, según la citada ley, el proceso solo puede iniciarse a instancias de la Fiscalía o del Gobierno. No obstante, la norma detalla que tanto el Congreso de los Diputados como el Senado podrán instar a su vez al Ejecutivo a que solicite la ilegalización de un partido político, quedando entonces obligado el Gobierno a hacerlo.

Fuentes del alto tribunal advierten, no obstante, de que ese artículo concreto parte de la premisa de que haya una actividad terrorista, circunstancia que actualmente no se da, puesto que ETA dejó las armas hace más de una década. En consecuencia, las fuentes preguntadas por Europa Press consideran difícil que en estos momentos pueda prosperar un proceso de ilegalización contra EH Bildu por estas 44 candidaturas.

Las diferencias entre el PP de Madrid y el de Feijóo son notables, hasta el punto de que ni siquiera se ponen de acuerdo en si existe o no ETA. “Lo más luminoso que ha hecho la democracia española ha sido derrotar a ETA”, dijo este miércoles Sémper en una entrevista. “ETA está viva”, ha dicho hoy Ayuso.

Ayuso ha ido más allá, incluso: “ETA está viva, está en el poder, vive de nuestro dinero, mina nuestras instituciones, quiere destruir España, privar a millones de españoles de sus derechos constitucionales, y provocar una confrontación”, ha considerado la presidenta regional sobre la banda terrorista ya disuelta.

Ayuso considera que (...) Sánchez “es el único responsable de que Bildu decida hoy sobre la vivienda, la historia, los presupuestos y el mercado laboral de todos los españoles, entre otras muchas cosas” y “si nadie lo remedia, Bildu podría acabar gobernando en el País Vasco, lo que provocaría un desastre territorial de consecuencias imprevisibles para toda España”.

Fátima Caballero /Aitor Ribero en eldiario.es (18/05/2023)

11 - Termina la era de Juan Guaidó sin pena ni gloria

Como signo de los tiempos que parecen avvicinarse en Sudamérica, en el mismo momento que el ultraderechista Jair Bolsonaro abandonaba Brasil rumbo a Estados Unidos, cargando el peso de su derrota, en Caracas, la Asamblea Nacional electa en 2015 le extendía un certificado de defunción a la "presidencia encargada" de Venezuela del exdiputado Juan Guaidó. Los legisladores que, según el madurismo, habían cesado en sus funciones hace dos años pero sesionaban en un hotel caraqueño, decidieron poner fin a un Gobierno interino que nunca existió más allá del reconocimiento de Estados Unidos y una serie de países que después se desentendieron de la propia figura de Guaidó. El fin de su "mandato" se selló 72 votos a favor, 29 en contra y ocho abstenciones.

De esta manera, los propios opositores que, a fines de enero de 2019 lo habían ungido como vía para desembarazarse de Nicolás Maduro, terminaron por aceptar el fracaso de la alternativa que habían diseñado para propiciar un cambio político en Venezuela. Casi cuatro años atrás, Guaidó, por entonces un ignoto legislador de Voluntad Popular, el partido más intransigente con el Palacio de Miraflores, liderado por Leopoldo López, se presentó en sociedad y ante una multitud como la solución al conflicto político interno. Frente a miles de personas se autoproclamó la autoridad legítima del país. Donald Trump lo bendijo de inmediato.

El respaldo de la Casa Blanca le permitió a la oposición acceder a importantes recursos públicos en el exterior, como el control de Citgo, filial de la estatal Petróleos de Venezuela en Estados Unidos. Al compás de esos apoyos, obtuvo también un fallo favorable en el Tribunal Superior de Londres, que reconoció la legitimidad de Guaidó y le entregó el control sobre 2.000 millones de dólares en oro que se encuentran en el Banco de Inglaterra a nombre del Banco Central de Venezuela.

Más allá de esas victorias, Guaidó fue de tropiezo en tropiezo político. Intentó forzar la salida violenta de Maduro y falló en todos los intentos, que incluyeron en abril de 2019 un llamado sin eco a la desobediencia de los militares que, en rigor, cogobiernan en Venezuela.

Su nombre estuvo incluso asociado a acciones armadas que tampoco llegaron a buen puerto. El entorno de Guaidó no fue ajeno a la llamada Operación Gedeón que, en mayo de 2020, durante el comienzo de la pandemia, intentó llevar a cabo una incursión en playas cercanas a la capital.

Con el correr de los años, la figura de Guaidó se fue deshilachando al punto de que importantes dirigentes opositores comenzaron a darle la espalda y considerarlo apenas un sello de goma. Henrique Capriles, quien representó a la oposición en dos elecciones, una ante Hugo Chávez y la siguiente frente a Maduro, llegó a definirlo con ironía como un presidente de la realidad virtual.

Los cambios en Estados Unidos y en Colombia, donde por primera vez la izquierda asumió el poder, sumado a la reanudación del diálogo en México entre el madurismo y buena parte de sus adversarios para encauzar el conflicto interno terminaron por asestarle la última estocada a su figura. La oposición ya se prepara para participar de las próximas elecciones presidenciales en las mejores condiciones de transparencia posibles y bajo la vigilancia internacional.

Los partidos Un Nuevo Tiempo (UNT), Primero Justicia (PJ), Movimiento por Venezuela (MPV) y Acción Democrática (AD) impulsaron el cese de la "presidencia encargada", una acción que Guaidó calificó de suicidio. "El hecho político de eliminar una herramienta constitucional no nos pone en mejor posición. Hoy pierde Venezuela y celebra la dictadura. Anular la presidencia encargada de Venezuela es dar un salto al vacío".(...)

De acuerdo con Margarita López Maya, historiadora y autora del ensayo *El ocaso del chavismo*, el ciclo de Guaidó se había agotado hacía mucho tiempo, entre otras razones por la pérdida de su popularidad. A su criterio, nunca fue un líder sino un seguidor de Leopoldo López, el hombre que, ahora desde España, maneja el partido Voluntad Popular.

La caída definitiva de Guaidó tiene lugar en momentos que Maduro, en virtud de la crisis energética mundial derivada de la guerra en Ucrania, ha pasado de ser un paria global a un interlocutor furtivo de Washington. Si durante los momentos de mayor lustre del "Gobierno interino" nunca perdió el control del Estado, la disolución de ese cargo lo muestra como ganador de la confrontación con sus contendientes. Maduro lo celebró con el anuncio de que el PIB venezolano ha crecido un 17% en 2022, después de años de derrumbe.

Abel Gilbert en elperiodico.com (31/12/2022)

12 - El PP no rectifica y mantiene el bloqueo del CGPJ con la excusa de la "esclavitud moral" de Sánchez

El nuevo Tribunal Constitucional se abre camino. Renovado después de meses de bloqueo y que contará con una mayoría progresista. Se ha salvado una de las ramas de la grave crisis institucional que azota España, empantanada principalmente por las derechas judicial y política. Pero queda otro foco, la madre de todos los corderos: un Consejo General del Poder Judicial con un mandato caducado desde hace más de cuatro años por las obstrucciones del Partido Popular.

¿Y siente ahora más presión el Partido Popular para negociar y pactar? La respuesta la están dejando clara en Génova 13: no. El PP no se ha dado por aludido durante estas horas y no abre la puerta a renovar los miembros del Consejo General del Poder Judicial. De hecho, hay una nueva excusa: la "esclavitud moral" del Gobierno con Esquerra Republicana y EH Bildu.

Esta se une a las más de veinte excusas utilizadas por el PP, tanto en la época de Pablo Casado como de Alberto Núñez Feijóo, para no acceder a la renovación del Consejo General del Poder

Judicial y que no se pierda la mayoría conservadora que impera en el órgano de gobierno de los jueces. Los populares han pasado por todo tipo de pretextos como el apoyo “de independentistas y batasunos”, que Podemos ataca al rey, los indultos o que había elecciones en Andalucía y Madrid, además de la reforma del delito de sedición.

Esta ocasión se utiliza esa supuesta “esclavitud moral” del Gobierno con Esquerra y EH Bildu, a pesar de que esos pactos y el bloque de investidura estaban ya presentes en la anterior negociación entre Pedro Sánchez y Alberto Núñez Feijóo, que estuvo a punto de fructificar pero que el líder popular rompió a última hora, con la excusa de la sedición y la presión de la derecha mediática y de la parte más ortodoxa de su partido.

La apuesta de los populares, de hecho, va incluso ahora más lejos. No solo no se avienen a renovar el Consejo General del Poder Judicial, sino que insisten en que se debería ampliar las competencias para que pueda hacer nombramientos este CGPJ en funciones. Las Cortes Generales aprobaron una proposición de ley para retirar esta facultad al órgano de gobiernos de los jueces mientras no se renueve. Pero los populares ahora intentan recobrar para seguir con un GGPJ a la derecha funcionando a pleno pulmón.

Pero no sólo eso, el Partido Popular lleva pidiendo, desde que se conoció el acuerdo del CGPJ que el Gobierno, en cambio, cambie a los dos miembros que ha designado (Juan Carlos Campo y Laura Díez). Un nombramiento que corresponde al Ejecutivo por ley. Con el argumento, dice el PP, de buscar otros candidatos más independientes, aunque el Partido Popular no dice lo mismo para, por ejemplo, Enrique Arnaldo, magistrado en la órbita del Partido Popular y que ha participado en cursos de Faes.

Y es que el Partido Popular, según explicó su vicesecretario de Acción Institucional, Esteban González Pons, quiere asimismo que el Gobierno desista de su intención de presentar una proposición de ley, a través de los grupos parlamentarios del PSOE y de UP, para rebajar las minorías en el CGPJ para elegir a los miembros del TC. (...)

De esta manera, el Partido Popular se niega a llevar a cabo la renovación del Consejo General del Poder Judicial y sitúa a Alberto Núñez Feijóo en una apuesta todavía mayor que la de Pablo Casado, al aumentar el tiempo de la caducidad y pensar ya en una posible renovación de cara a la próxima legislatura.

La Justicia se ha convertido en uno de los pilares democráticos más vapuleados durante estos años. De hecho, el propio rey, durante su discurso tradicional televisado de Nochebuena, mostró su preocupación por la “erosión” de las instituciones e hizo una llamada para fortalecerlas para proteger a los ciudadanos, atender sus preocupaciones, garantizar los derechos y responder “al interés general”. (...)

Desde el Gobierno se intenta, a raíz de la renovación del Constitucional, poner de nuevo el foco y la presión en el Partido Popular para que se avenga a renovar el Consejo General del Poder Judicial. Esta es la fórmula necesaria, ya que el PSOE descarta acceder a la propuesta que lanza Unidas Podemos de rebajar la mayoría necesaria reforzada a una simple en las Cortes para renovar el órgano de gobierno de los jueces. Pedro Sánchez no contempla esta vía sabiendo que Bruselas no está a favor de eso. (...)

Antonio Ruiz Valdivia en infolibre.es (28/12/2022)